

# Les chambres d'agriculture en «ébullition», face à une possible baisse de budget

© 18/07/2019 |  Terre-net Média

**Les chambres d'agriculture sont en « ébullition » contre la menace d'une baisse de leurs recettes fiscales à l'horizon du prochain projet de loi de finances, et ont menacé jeudi de remettre en cause la signature d'un contrat d'objectif avec Matignon.**

**E**n cause, une baisse de 15 % de la taxe additionnelle sur le foncier non bâti, payée par les agriculteurs et les propriétaires de terres agricoles, et qui rapporte actuellement 292 millions d'euros aux chambres, soit un peu moins de la moitié de leur budget. Le manque à gagner s'élèverait donc à environ 45 millions d'euros par an. **Claude Cochonneau, président des chambres d'agriculture**, a fait part de son « **incompréhension** » **face à cette décision**, relevant une « contradiction » entre celle-ci et « les attentes de la société et du gouvernement envers l'agriculture en matière de transition ». « On est allé chez le Premier ministre pour dire "on ne comprend plus ce qui se passe" », a-t-il déclaré, se demandant « sur quelle base » serait discuté le contrat d'objectifs que les chambres devaient signer avec Matignon.

« Notre ambition était de proposer à tous les agriculteurs de les accompagner dans cette phase de transition », a expliqué Claude Cochonneau, décrivant un « chantier titanesque », alors que la France souhaite sortir du glyphosate en 2021 et réduire les produits phytosanitaires de 50 % d'ici 2025. « **Le réseau est en ébullition face à ce manque de cohérence** », a déclaré Sébastien Windsor, premier vice-président de l'APCA (chambres d'agriculture). « Toutes les grosses entreprises françaises font de la recherche et développement. Les agriculteurs font de la **recherche et du développement**, non pas chacun de leur côté mais en mutualisant avec les chambres d'agriculture », a-t-il poursuivi. « Si on arrête la recherche et développement au moment où on attend le plus de choses sur l'agriculture, c'est quand même compliqué », a-t-il ajouté.

Outre l'accompagnement des agriculteurs dans la **transition environnementale**, les chambres souhaitaient inscrire dans leur contrat d'objectifs l'engagement de rencontrer tous les agriculteurs partant à la retraite dans les cinq ans « pour regarder avec eux une transmission de leur exploitation à un jeune ». Un enjeu crucial, alors que qu'un agriculteur sur deux prendra sa retraite dans les dix ans qui viennent. « Aujourd'hui, le réseau est très en colère, parce qu'il porte ces engagements là. On voit les attentes de la société qui sont de plus en plus fortes. On n'a pas l'intention de se laisser faire », a conclu Sébastien Windsor